

Bruxelles, le 20 mai 2009

## Les trois Fédérations des CPAS belges n'acceptent pas l'exclusion de 3000 demandeurs d'asile de l'aide matérielle

### Résumé:

Les trois Fédérations de CPAS s'opposent à l'exclusion, par défaut de décision du gouvernement, de près de 3000 demandeurs d'asile du système d'aide matérielle.

Cette mesure prive les demandeurs d'asile de l'encadrement adapté offert par Fedasil et ses partenaires dans les structures d'accueil spécifiques.

En mobilisant les moyens des CPAS, elle nuit à la bonne prise en charge des autres bénéficiaires des CPAS.

Les Fédérations de CPAS demandent un entretien au Premier Ministre pour résoudre urgemment ce problème.

### Détail:

#### Avant la mesure :

Loi du 12 janvier 2007 sur l'accueil des demandeurs d'asile, article 6, par. 1<sup>er</sup>: « Le bénéficiaire de l'aide matérielle s'applique à tout demandeur d'asile dès l'introduction de sa demande d'asile et produit ses effets pendant toute la procédure d'asile (...). »

### **La règle**

Les demandeurs d'asile reçoivent une aide matérielle dans des structures d'accueil gérées par l'Agence fédérale pour l'accueil des demandeurs d'asile (Fedasil) ou par ses partenaires (dont les CPAS, qui gèrent environ 7.500 places d'accueil matériel sur 16.500). Cette aide matérielle consiste en un hébergement, des repas, l'habillement, l'accompagnement médical, social et psychologique, de l'argent de poche, une aide juridique, l'interprétariat et des formations.

### **Le problème**

<b>UNION DES VILLES ET COMMUNES DE WALLONIE (UVCW)</b>	Rue de l'Etoile, 14 5000 - NAMUR Tél.: 081.24.06.51 Fax: 081.24.06.52	<b>ASSOCIATION DE LA VILLE ET DES COMMUNES DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE (AVCB)</b>	Rue d'Arlon, 53 Bte 4 1040 - BRUXELLES Tel.: 02.238.51.40 Fax: 02.280.60.90	<b>VERENIGING VAN VLAAMSE STEDEN EN GEMEENTEN (VVSG)</b>	Rue du Pavillon, 7-9 1030 - BRUXELLES Tel : 02.211.55.00 Fax: 02.211.56.00
--	--	--	--	--	---

Depuis plus d'un an, ces structures d'accueil sont saturées et ne permettent plus d'accueillir tous les demandeurs d'asile primo-arrivants. Les CPAS considèrent que cet accueil matériel constitue la meilleure façon de garantir un accueil de qualité aux demandeurs d'asile. La création de places supplémentaires est donc absolument nécessaire. Malgré la situation difficile et les demandes répétées de tous les acteurs de l'accueil, le gouvernement refuse de prendre une décision à cet égard.

### **La décision :**

Fédasil a reçu pour instruction d'exclure du système d'accueil matériel près de 3000 demandeurs d'asile. Il s'agit de toutes les personnes qui ont introduit une demande d'asile avant le 1<sup>er</sup> juin 2007 et qui sont actuellement toujours en procédure.

### **Le problème**

A défaut d'une solution structurée en aide matérielle, ces demandeurs d'asile auront droit à une aide financière des CPAS. Cela génèrera de nombreuses difficultés :

- La crise du logement étant une réalité, les CPAS ne pourront trouver des logements adaptés pour autant de personnes en même temps. Les demandeurs d'asile risquent donc de se retrouver dans des situations précaires.
- Une partie importante des demandeurs d'asile concernés sont en fin de procédure (recours au Conseil d'Etat). Depuis au moins le 1<sup>er</sup> juin 2007, ils bénéficient de l'aide matérielle. Le retour à la vie en autonomie les placera dans une grave situation de vulnérabilité. Certains d'entre eux pourraient se trouver en séjour illégal assez rapidement et ne bénéficieront plus de l'encadrement psychologique et social adapté des structures d'accueil pour faire face à cette situation.
- Les demandeurs d'asile arriveront massivement dans les CPAS. Or, les CPAS ne recevront pas de moyens supplémentaires pour gérer ces dossiers. L'Etat reporte la responsabilité et la charge sur les CPAS :
  - o *la responsabilité* : l'Etat ne remboursera pas aux CPAS l'aide financière accordée à ces demandeurs d'asile si les CPAS ne leur proposent pas de logements ;
  - o *la charge* : les CPAS ne bénéficieront d'aucun subside de personnel ; de plus, ces personnes fortement démunies solliciteront sans doute des aides complémentaires non remboursées par l'Etat.
- Avec des moyens identiques, les CPAS devront accompagner davantage de personnes. Cela pourra donc nuire à la prise en charge des autres bénéficiaires.

Le Tribunal du Travail de Bruxelles a d'ailleurs reconnu le principe du droit à l'aide matérielle pour les demandeurs d'asile durant leur procédure en condamnant Fédasil à octroyer une telle aide à des demandeurs d'asile qu'elle avait renvoyés vers les CPAS, sous peine d'une astreinte de 250 euros par jour. Faudra-t-il que les CPAS recourent systématiquement à l'action judiciaire et encombrant inutilement les tribunaux pour que l'Etat assume ses responsabilités ?

### **LA SEULE SOLUTION :**

La *création de 1.800 nouvelles places* d'accueil est absolument indispensable pour que l'accueil matériel soit effectif. Les Fédérations de CPAS s'associent à Fédasil, aux partenaires de l'accueil et aux différentes associations de défense des étrangers qui réclament ces places supplémentaires.

Les Fédérations de CPAS demandent un entretien au Premier Ministre afin de régler ce problème au plus vite, considérant en outre que le transfert de cette compétence vers les CPAS est inacceptable.

Claude EMONTS,  
Président de la Fédération  
des CPAS de l'Union  
des Villes et Communes  
de Wallonie

Michel COLSON,  
Président de la Section CPAS de  
l'Association de la Ville et des  
Communes de la Région de  
Bruxelles-Capitale

Theo JANSSENS,  
Voorzitter van de Afdeling  
OCMW's van de Vereniging  
van Vlaamse Steden en  
Gemeenten

**Contacts :**

Fédération des CPAS de l'UVCW : Christophe Ernotte,  
Section CPAS de l'AVCB : Christine Dekoninck,  
Afdeling OCMW's van de VVSG : Piet Van Schuylenbergh,